

Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté

Dijon, le

**05 DEC. 2025**

Département du Doubs

La directrice générale de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté

La présidente du Département du Doubs

à

Monsieur le Président COLISEE FRANCE  
20-28 Allée de Boutaut CS 50037  
33070 BORDEAUX

**AR N°2C 130 650 2759 2**

**Objet : mesures définitives**

**PJ : tableau des mesures définitives**

Les 2 et 3 juillet 2025, une inspection conjointe a été conduite au sein de l'EHPAD de BONNETAGE (25), dont vous assurez la gestion.

Par courrier du 10 juillet 2025, deux injonctions immédiates vous ont été notifiées afin de remédier aux dysfonctionnements graves constatés lors de cette inspection.

Après réception de vos réponses en date du 22 juillet 2025, l'analyse que nous en avons faites au regard des injonctions nous ont conduit à vous notifier à nouveau ces deux injonctions hors cadre d'urgence, par courrier du 3 octobre 2025. Dans ce même courrier, nous vous avons adressé le rapport établi à la suite de l'inspection. Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration, nous vous avons accordé un délai de quinze jours pour nous faire connaître vos observations sur le rapport et les mesures.

Nous accusons réception de votre réponse à ce courrier le 17 octobre 2025 (ainsi que des pièces qui l'accompagnent).

Nous notons les démarches engagées pour corriger les dysfonctionnements. Cependant elles ne permettent pas de garantir à ce stade qu'il est remédié aux difficultés constatées. Les éléments transmis ne répondent pas aux attendus d'un plan d'attractivité et de fidélisation permettant de stabiliser les équipes soignantes. Concernant la prévention de la maltraitance et la gestion des risques, la politique nécessite d'être consolidée afin de favoriser son appropriation par les personnels et sa déclinaison dans leurs pratiques.

Par conséquent, nous vous notifions les mesures définitives aux injonctions, prescriptions et recommandations figurant sur le tableau joint en annexe, afin de vous amener à rétablir au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge des résidents.

Nous vous rappelons l'importance d'assurer la mise en œuvre dans votre établissement des injonctions et des prescriptions et la prise en compte des recommandations.

Nous vous demandons de satisfaire aux mesures figurant au tableau joint dans les délais indiqués pour chaque mesure. Vous veillerez à joindre tout document relatif à la justification de vos réponses. Dans les délais mentionnés, vous retournerez vos réponses, sous pli recommandé avec accusé de réception à :

Nous vous demandons notamment de nous adresser tous les mois :

- le plan d'actions et son avancement comme précisé dans l'injonction n°1 ;
- les éléments de preuve en lien avec la mise en place d'une organisation et gestion du temps de travail comme précisé dans l'injonction n°2.

Conformément à l'article L.313-14 du CASF, s'il n'a pas été satisfait aux mesures notifiées dans les délais fixés, cela pourrait entraîner la mise en œuvre d'une astreinte journalière ou d'une sanction financière, l'interdiction de gérer toute nouvelle autorisation relevant de ladite autorité ou la désignation d'un administrateur provisoire.

Par ailleurs, conformément à l'article L.313-16 du CASF, si la santé, la sécurité ou le bien-être physique ou moral des personnes accueillies ou accompagnées sont menacés ou compromis, et s'il n'y a pas été remédié dans les délais fixés par le présent courrier, l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation peut décider de la suspension ou la cessation de tout ou partie des activités de l'établissement.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à notre attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé de Bourgogne - Franche-Comté

La Présidente du Département  
du Doubs

Copie à :  
Madame le Directrice -  
EHPAD RESIDENCE DU BOIS JOLI - 25210 BONNETAGE

ARS Bourgogne-Franche-Comté  
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex  
Tél : 0808 807 107 - Site : [www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr)

Département du Doubs  
7 Avenue de la Gare d'Eau, 25031 Besançon cedex  
Tél : 03 81 25 81 25 - Site : [www.doubs.fr](http://www.doubs.fr)

TABLEAU DES DECISIONS DEFINITIVES

Report Period:	Oct 01 - Dec 31, 2000
Report Path:	ACCOUNTS PAYABLE
Report Name:	AP
Report Date:	01/01/2001
Report Time:	01:00:00

[illegible]



TABLEAU DES DECISIONS DEFINITIVES

Report Date	01/01/2017 - 01/01/2017
Report Period	01/01/2017 - 01/01/2017
Report Type	Summary
Report User	01/01/2017
Report ID	01/01/2017
Report Name	01/01/2017

[illegible]

Numero conto	00100000000000000000
Sp. Partenza/arrivo	00000000000000000000
Indirizzo	00000
Indirizzo	00000000000000000000
Indirizzo	00000000000000000000

[illegible]

## TABLEAU DES DECISIONS DEFINITIVES

Report Date:	03-07-2017 10:00:00
Report Path:	\\server\share\reports
Report Name:	Report1.rpt
Report ID:	123456789
Report Type:	PDF
Report Size:	100 KB

[illegible]